

C'est un problème qui préoccupe les habitants de l'Alberta et de la Colombie-Britannique depuis des années. Si l'on songe à la quantité de wagons de chemin de fer disponibles, et notamment à la capacité de transport dans les wagons du CN et du CP qui reviennent à vide de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, on se demande pourquoi on n'envoie pas de vastes quantités de charbon de l'est de la Colombie-Britannique et du sud-ouest de l'Alberta en Ontario pour répondre à ces besoins en électricité. On se serait attendu, avec 20 députés de l'Alberta sur les banquettes gouvernementales, à ce que certains efforts portent leurs fruits aux termes de deux ans et demi de gouvernement, et qu'au moins une fois de temps en temps un nouveau wagon de charbon prenne cette direction pour permettre à l'Ontario d'avoir une belle électricité propre.

En dépit de quelques communiqués de presse occasionnels et de quelques murmures épisodiques de députés de l'Alberta y compris le vice-premier ministre (M. Mazankowski), rien de nouveau ne semble se dessiner. En fait, le gouvernement semble encore une fois avoir enterré la question. Une fois de plus, les députés gouvernementaux gardent un singulier silence sur une question qui pourrait entraîner la création de milliers de nouveaux emplois et d'une nouvelle infrastructure en Alberta.

D'autres députés ont soulevé la question à propos de l'usine de valorisation de Husky à Lloydminster, une promesse colportée par les conservateurs à travers tout l'Alberta durant la campagne électorale, une promesse qui n'a pas été tenue. On estime que la réalisation de cette usine de valorisation du pétrole lourd à Lloydminster pourrait donner du travail à 5 000 Albertains. Une fois de plus, les députés gouvernementaux gardent un étrange silence et sont incapables de faire comprendre au Cabinet qu'il est important de prendre des initiatives de développement dans l'Ouest, et notamment en Alberta.

Au fil des années, le gouvernement albertain a investi beaucoup d'argent dans le Fonds du patrimoine. Toutefois, cet argent est engagé dans des prêts consentis à d'autres provinces et donc difficilement accessible pour fournir les revenus nécessaires à la création d'emplois en Alberta. On eut cru que lorsque la province nageait dans les recettes pétrolières, dans les années 70 et au début des années 80, un gouvernement aurait eu la prévoyance d'investir cet argent dans des activités de développement.

Comme je l'ai déclaré au début, le tourisme offrait un des plus grands potentiels pour l'Alberta. Compte tenu des centaines de milliers de touristes américains, japonais et autres qui envahissent chaque année cette province, on aurait peut-être dû faire preuve d'une plus grande initiative et utiliser le Fonds du patrimoine pour aménager des installations susceptibles d'encourager les touristes à rester plus longtemps en Alberta, et pour développer d'autres secteurs de l'économie albertaine en prévision des fluctuations cycliques qui, nous le savons tous, caractérisent le secteur énergétique.

Personne ne s'attendait à un ralentissement aussi soutenu à ce moment-ci et, certes, la diversification de l'économie albertaine aurait dû se faire en période de vaches grasses afin que les années de vaches maigres ne soient pas telles qu'elles obligent chaque mois 600 familles albertaines à recourir à l'aide sociale.

Les subsides

Je suis heureux de parler au nom des Albertains et de leur faire savoir qu'il y a ici des députés qui sont disposés à soulever ces questions et à tenter de trouver des solutions.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il des questions ou des observations?

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

Le président suppléant (M. Paproski): En conformité de l'article 66 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: L'honorable député de Drummond (M. Guilbault)—L'agriculture—La commercialisation des oeufs d'incubation—La position du gouvernement; l'honorable député de Renfrew—Nipissing-Pembroke (M. Hopkins)—Le Canadien National—a) L'avenir de certaines liaisons ferroviaires de l'Ontario et du Québec. b) L'idée de cesser tout effort pour attirer une nouvelle clientèle; l'honorable député de Humbolt—Lake Centre (M. Althouse)—La Société du crédit agricole—a) La fin du moratoire sur les saisies de terres. b) On demande que le gouvernement mette en oeuvre un régime de location du genre banque foncière.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT—L'ÉCONOMIE DE L'ALBERTA

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Waddell:

Que la Chambre manifeste sa déception au gouvernement qui n'a pas réussi à s'attaquer efficacement à la grave récession économique qui sévit en Alberta et à cause de laquelle

- 1) l'Alberta est la province qui a connu la pire performance économique au Canada et devrait, selon les prévisions du *Conference Board of Canada*, voir son économie connaître une récession générale pour la deuxième année consécutive;
- 2) 50 000 emplois directs et indirects sont disparus dans l'industrie pétrolière et gazière;
- 3) les agriculteurs de l'Alberta doivent supporter 23 p. 100 du fardeau de la dette agricole du Canada;
- 4) en moyenne 600 nouvelles familles par mois doivent s'en remettre à l'assistance sociale; et
- 5) l'Alberta connaît le taux de suicide per capita le plus élevé au Canada.

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, ce jour sombre n'en finit pas pour le Nouveau parti démocratique. Ses députés ont lancé le débat sur une résolution pleine d'insinuations, mais ils ne veulent pas en démordre.

Pour quelqu'un qui voyage autant que le député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell), le fait de présenter cette résolution constitue de la perfidie. En effet, il s'agit d'une résolution mesquine, basée en outre sur de fausses prémises.